

Soutien à l'autonomie des communautés rurales

Situation

En dépit de gros progrès économiques et sociaux, le Brésil compte toujours parmi les pays aux inégalités sociales les plus criantes. Plus des deux tiers de la population vivent avec moins de 5 dollars US par jour, et presque 9% sont dans une pauvreté extrême, avec moins de 1 dollar par jour. L'une des principales causes de cette situation est la répartition inéquitable des terres : près de 5 millions de familles brésiliennes n'ont pas de terres, tandis qu'un pourcent de la population – des grands propriétaires – détient à lui seul près de la moitié des terres du pays. Il était prévu de procéder à une réforme agraire, mais celle-ci a été totalement abandonnée. Dans son dernier rapport, la pastorale rurale Comissão Pastoral da Terra constate une augmentation de 15% des conflits liés à la terre. Les conflits concernant l'accès à l'eau et la sécurisation des ressources en eau s'intensifient eux aussi. Les principales victimes de ces violents conflits sont les minorités ethniques et les groupes de population traditionnels. Ceux-ci s'engagent pour que leurs droits à exploiter leurs territoires soient reconnus. Les violences ne sont pas uniquement le fait de grands propriétaires terriens, mais également, de plus en plus, d'exploitations agricoles et minières. Ces dernières années, les violations des droits humains se sont aggravées, de même que les risques qui pèsent sur les militants des droits humains. S'ajoute à cela la montée du fondamentalisme religieux et son impact négatif sur les questions d'égalité des sexes : la détérioration des droits des femmes dans la législation, les attermoissements dans la mise en œuvre des plans de développement (par exemple du plan national de promotion des femmes) et les changements dans la composition du gouvernement en sont le reflet.



BRÉSIL

Priorité EPER : Développement des communautés rurales



207'847'530

Population (2015)

8'515'770

Superficie km²



Objectifs

L'objectif principal du projet est le renforcement des organisations de base des communautés rurales, de sorte que ces organisations soient à même de faire valoir leurs droits à l'alimentation et à la terre et d'améliorer les conditions de vie de la population rurale.

Objectifs spécifiques

1. Renforcement institutionnel des organisations de base des communautés rurales, avec un accent particulier sur les communautés indigènes et traditionnelles ; réalisation de projets partiels sur l'accès à la terre et aux ressources, la sécurité alimentaire et l'amélioration des revenus.
2. Renforcement des compétences institutionnelles, dans les projets concrets, des partenaires de l'EPER spécialisés dans les questions d'égalité des sexes et encouragement de compétences en gestion de projet des organisations citoyennes actives dans le même domaine à l'échelle nationale.
3. Renforcement du travail de plaidoyer national et international en faveur de l'application des droits à l'alimentation, à la terre et à des territoires. Ce travail concerne le peuple des Guaraní Kaiowá, dans la région du Cerrado, mais doit servir d'exemple pour d'autres peuples traditionnels.

Bénéficiaires

Communautés indigènes et rurales du Cerrado, la région prioritaire des projets de l'EPER. Il s'agit de groupes de population touchés de plein fouet par des inégalités sociales et économiques extrêmes et par l'extension, souvent illégale, des grandes propriétés et de l'industrie agro-alimentaire : sans-terres, organisations de petits paysans, peuples traditionnels et minorités ethniques. Une attention particulière est portée aux femmes et aux jeunes. Chaque année, environ 2500 personnes par année bénéficient directement des activités menées par CESE ; 9000 autres personnes bénéficient indirectement des activités de plaidoyer ou des projets partiels..

Activités

Projets partiels d'amélioration des conditions de vie et de défense des droits

Afin d'aider au développement et au renforcement d'organisations de base nouvellement formées, dont les membres appartiennent à des groupes traditionnels ou à des peuples indigènes, l'EPER soutient chaque année une quinzaine de projets lancés par une de ses partenaires, Coodenadoria Ecumênica de Serviço (CESE). Dans ces projets, l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires passe par la promotion de mesures d'agro-écologie et de commercialisation et le renforcement institutionnel de leurs organisations de base. CESE aide ces organisations à obtenir les financements nécessaires à la mise en œuvre de leurs projets. A travers cette démarche, elle apporte une réponse concrète aux inégalités sociales et aux conflits auxquels sont confrontés les groupes cibles. Outre ses activités de soutien, CESE exerce une fonction de suivi des projets et encourage le développement de compétences institutionnelles, y compris à travers l'intégration dans les réseaux ou plates-formes existants. Pour que les organisations de base puissent améliorer durablement les conditions de vie de la population rurale, des changements structurels sont requis de la part de l'Etat brésilien. Dans ce contexte, il est important que les projets incluent des formations, destinées aux organisations de base, dans les domaines du droit à l'alimentation, du droit à la terre et de la constitution de réseaux



régionaux, ainsi que des informations complètes sur les politiques publiques.

Renforcement des compétences institutionnelles sur l'égalité des sexes et encouragement des compétences en gestion de projet des organisations de base actives dans ce domaine

Afin d'encourager le développement de projets spécifiquement brésiliens sur l'égalité des sexes, CESE se tourne vers les organisations nationales qui travaillent déjà sur ces questions. En aidant les organisations à trouver des financements pour la conduite de leurs projets et en assurant un suivi, CESE aide les organisations de femmes ou d'autres organisations actives dans le domaine de l'égalité à participer au processus politique et, ce faisant, à surmonter les inégalités structurelles. Dans ce cadre, les projets sont axés sur les organisations féminines du Cerrado – à la fois sur les connaissances techniques, sur les échanges et la collaboration, notamment avec des plates-formes féministes et des réseaux tels que Articulação Nacional de Agroecologia. Parallèlement à l'aide apportée à l'exécution de projets, CESE vise le renforcement des capacités techniques d'autres partenaires de l'EPER en vue de soutenir l'égalité des sexes dans le cadre du programme pays de l'EPER au Brésil.

Renforcement du plaidoyer en faveur des Guaraní Kaiowá

Dans l'Etat de Mato Grosso do Sul, la situation des Guaraní Kaiowá est dramatique. Une attention particulière est donc portée au soutien à cette ethnie et à d'autres peuples indigènes de la région. Concrètement, il est prévu de renforcer un réseau local, le « Tribunal popular da terra ». En collaboration avec d'autres organisations, CESE participe également à des activités de plaidoyer nationales et internationales en faveur des Guaraní Kaiowá. Elle assume un rôle important notamment dans le dialogue avec les diverses organisations, nationales ou internationales, des plates-formes œcuméniques des Eglises protestante et catholique. CESE travaille ici avec d'autres acteurs de la société civile et des partenaires de l'EPER (PAD, Fian International) afin de mobiliser autour de la défense des droits des minorités.

Organisation partenaire

Coodenadoria Ecumênica de Serviço (CESE) est une organisation nationale œcuménique. Très apprécié au Brésil par la société civile et les autorités, ce partenaire de l'EPER applique une approche fondée sur les droits humains et joue un rôle important en politique de développement. Ses campagnes d'information nationales sur le sujet touchent une large population..

Avancement du projet

Avec la mise en œuvre de 68 projets émanant d'organisations de base, qui ont pour but la défense des droits et le soutien des revendications pour des sources de revenus en agro-écologie, CESE avait contribué, sur la phase précédente du projet, à améliorer la qualité de vie d'environ 25 000 personnes. Le renforcement institutionnel des groupes de femmes du Cerrado et de femmes indigènes était un axe important du projet, de même que le développement de chaînes de valeur ajoutée. Le travail avec l'organisation de base CODESEX a particulièrement bien fonctionné : 25 communautés paysannes ont rejoint cette organisation afin de passer à des pratiques écologiques en agriculture et en cueillette. L'initiative de cette organisation, axée sur les revenus, a été soutenue en tant que projet partiel lors de la phase précédente du projet. Ensuite, en 2015, CODESEX est devenue partenaire de l'EPER



à part entière pour le programme Brésil.

Face aux violations répétées des droits humains envers les peuples indigènes, le rôle de CESE dans l'intercession œcuménique en faveur de cette population était fondamental, de même que sa capacité à mobiliser les organisations œcuméniques aux échelons national et international. En rendant publics les cas de violation des droits humains, CESE a accru la pression internationale sur le gouvernement, ainsi que sur les exploitations agricoles et minières afin que ces différents acteurs respectent les droits des communautés traditionnelles et indigènes à l'alimentation et leur permettent d'accéder à la terre et à des territoires.

Pays, région

Brésil, nord de Minas Gerais, sud-ouest de Bahia, nord-est de Goiás, Mato Grosso do Sul

Budget 2018

CHF 137 000.–

N° de projet EPER: 812.029

Chargée de programmes

Sandra Wicki

Contact

EPER (Entraide Protestante Suisse)
Département Communication
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Tél. +41 21 613 40 70
Fax +41 21 617 26 26
info@eper.ch
www.eper.ch
Dons : CCP 10-1390-5